



14ème législature

Question N° : 25446	De M. Jean-David Ciot (Socialiste, républicain et citoyen - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Décentralisation		Ministère attributaire > Affaires sociales et santé
Rubrique > économie sociale	Tête d'analyse >mutuelles	Analyse > CREF. gestion. conséquences.
Question publiée au JO le : 30/04/2013 Réponse publiée au JO le : 02/07/2013 page : 6870 Date de changement d'attribution : 07/05/2013		

Texte de la question

M. Jean-David Ciot attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation, sur la situation des cotisants au CREF, dispositif mutualiste de complément retraite de la fonction publique, qui a rencontré, en 2000, des difficultés importantes. À cette époque, les cotisants ont été informés de la réduction de 17 % des allocations qu'ils devaient percevoir, ainsi que du non-respect de l'engagement d'indexation, contrairement aux garanties apportées lors de la signature de leurs contrats. Ainsi, par rapport à ces engagements initiaux, la perte de pouvoir d'achat du complément retraite s'élève, en 2013, à plus 30 %. Pour les épargnants qui ont fait le choix de démissionner, le remboursement a été partiel, aggravé par l'obligation de déclaration au titre de l'IRPP. Le comité d'information et de défense des souscripteurs a engagé des actions en justice qui ont conduit la cour administrative d'appel de Paris, le 14 juin 2010, puis le Conseil d'État, le 23 mars 2011, à condamner l'État à mener une politique d'indemnisation à hauteur de 20 % du préjudice subi. Or à ce jour, l'exécution de cette décision de justice n'est toujours pas effective. Il lui demande donc des précisions sur l'état d'avancement de la procédure d'indemnisation et sur les délais envisagés pour l'exécuter.

Texte de la réponse

La caisse complémentaire de retraite de la fonction publique (CREF), créée en 1949, était gérée par l'Union nationale des mutuelles de retraite des instituteurs et des fonctionnaires de l'Education nationale (UNMRIFEN-FP), dite MRFP (Mutuelle Retraite de la Fonction Publique). Elle fonctionnait, à l'origine, selon le principe d'une adhésion individuelle et facultative de ses membres. Les deux tiers de la pension étaient assurés en répartition par la caisse de répartition, le tiers restant prenait la forme d'une allocation viagère provenant d'une caisse fonctionnant en capitalisation. Par décision du 30 octobre 2000, l'assemblée générale de la MRFP a décidé une baisse, dès le début de l'année 2001, de 25 % de la valeur de service des points acquis en répartition. Cela s'est traduit, pour les allocataires, par une baisse de 16,7 % de leurs avantages, dès lors que le segment en répartition, seul concerné par la baisse de la valeur de service, représentait deux tiers du produit total. Par la suite, l'assemblée générale a décidé le 8 décembre 2001, la conversion du régime du CREF en un régime en points entièrement provisionné (le COREM) faisant disparaître le régime par répartition. Cette transformation avait pour objet une mise en conformité avec le nouveau code de la mutualité (régime de branches 20 et 26). Dans le cadre de cette phase de novation du régime, un droit d'option a été ouvert aux requérants pour permettre aux adhérents qui le souhaiteraient de quitter le régime moyennant le remboursement de leurs cotisations affecté de pénalités. Dès la novation du produit, la MRFP a été mise en liquidation et son portefeuille a été transféré à une nouvelle union de mutuelles dénommée UMR.

Depuis 2002, date de l'ouverture de sa liquidation amiable, la MRFP n'exerce plus d'activité d'assurance. A la suite de ces décisions, des adhérents (cotisants, allocataires ou « démissionnaires ») ont engagé des recours en indemnisation devant les juridictions civiles et administratives. Concernant les contentieux administratifs, la cour administrative d'appel (CAA) de Paris a, par arrêt du 14 juin 2010, condamné l'Etat à indemniser quelque 700 requérants souscripteurs du produit CREF. Le Conseil d'Etat a confirmé cette condamnation le 23 mars 2011 mais a renvoyé, pour une partie des anciens adhérents, à la CAA le soin de déterminer leur indemnité. La CAA ne s'est pas encore prononcée sur ce second volet. Le tribunal administratif de Paris, statuant sur un nouveau recours collectif, a confirmé, le 14 mai 2013, la condamnation de l'Etat pour tardivité dans le déclenchement du contrôle sur la MRFP. S'agissant du contentieux judiciaire, la cour d'appel de Paris a, par un arrêt du 29 avril 2011, condamné la MRFP à indemniser plus de 4 400 anciens adhérents du CREF au titre de sa responsabilité contractuelle, à hauteur d'une somme globale de 5,5 millions d'euros.